

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

MISE À JOUR

Le recul de l'inflation et la stabilité
de la croissance ouvrent la voie
à un atterrissage en douceur

JANV.
2024



Le recul de l'inflation et la stabilité de la croissance ouvrent la voie à un atterrissage en douceur

- *La croissance mondiale devrait être de 3,1 % en 2024 et de 3,2 % en 2025 ; les prévisions pour 2024 sont supérieures de 0,2 point de pourcentage à celles de l'édition d'octobre 2023 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM) en raison d'une résilience plus forte que prévu aux États-Unis et dans plusieurs grands pays émergents et pays en développement, et de l'appui budgétaire mis en place en Chine. Les prévisions pour 2024–25 sont toutefois inférieures à la moyenne historique (2000–19) de 3,8 %, en raison du niveau élevé des taux directeurs appliqués par les banques centrales pour lutter contre l'inflation, du retrait de dispositifs d'aide budgétaire qui pèse sur l'activité économique dans un contexte de fort endettement, et de la faiblesse de la croissance tendancielle de la productivité. L'inflation ralentit plus rapidement que prévu dans la plupart des régions, sous l'effet des mesures visant à résoudre les problèmes liés à l'offre et du resserrement des politiques monétaires. L'inflation globale au niveau mondial devrait tomber à 5,8 % en 2024 et à 4,4 % en 2025, année pour laquelle les prévisions ont été revues à la baisse.*
- *Compte tenu de la désinflation et de la stabilité de la croissance, la probabilité d'un atterrissage brutal s'est estompée et les facteurs qui influent sur la croissance mondiale sont globalement équilibrés. Du côté positif, une désinflation plus rapide que prévu pourrait conduire à un nouvel assouplissement des conditions financières. Une politique budgétaire plus souple que nécessaire et que prévu dans les projections pourrait se traduire par une croissance temporairement plus élevée, mais au risque d'un ajustement plus coûteux par la suite. Une dynamique de réformes structurelles plus vigoureuses pourrait stimuler la productivité et avoir des effets d'entraînement entre les pays. Du côté négatif, une inflation sous-jacente plus persistante ou de nouvelles flambées des prix des produits de base dues à des chocs géopolitiques, y compris la poursuite des attaques en mer Rouge, et à des perturbations de l'offre pourraient prolonger le resserrement des conditions monétaires. L'aggravation des difficultés du secteur immobilier en Chine ou, dans d'autres pays, un virage déstabilisant vers des hausses d'impôts et des réductions des dépenses pourraient également être à l'origine de taux de croissance décevants.*
- *Le défi à court terme pour les dirigeants consiste à bien gérer la descente finale de l'inflation vers les objectifs fixés, en modulant leur politique monétaire en fonction de la dynamique de l'inflation sous-jacente et, une fois les pressions sur les salaires et les prix clairement dissipées, en adoptant une orientation moins restrictive. Dans le même temps, il convient dans de nombreux cas, compte tenu du ralentissement de l'inflation et d'une meilleure capacité des pays à absorber les effets d'un rééquilibrage budgétaire, de mettre à nouveau l'accent sur l'assainissement des finances publiques afin de rétablir une capacité budgétaire à faire face aux chocs futurs, de dégager des recettes pour financer de nouvelles priorités de dépenses et de freiner la hausse de l'endettement public. Des réformes structurelles ciblées et bien échelonnées permettraient de renforcer la croissance de la productivité et la viabilité de la dette et d'accélérer la convergence vers des niveaux de revenus plus élevés. Une coordination multilatérale plus efficace doit être mise en place notamment à des fins de résolution de la dette, afin d'éviter les situations de surendettement, de créer un espace pour les investissements nécessaires et d'atténuer les effets du changement climatique.*

Les facteurs qui influent sur les perspectives

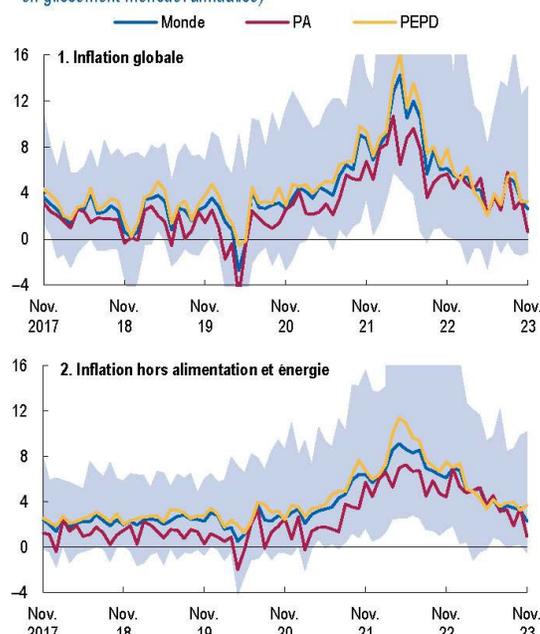
La reprise économique mondiale après la pandémie de COVID-19, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la crise du coût de la vie s'avère étonnamment résiliente. L'inflation recule plus vite que prévu par rapport au pic de 2022 et a des répercussions moins néfastes que prévu sur l'emploi et l'activité, grâce à l'évolution favorable de l'offre et au resserrement des politiques des banques centrales, qui a permis de maintenir l'ancrage des anticipations d'inflation. Dans le même temps, le relèvement des taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation et le retrait des dispositifs d'aide budgétaire dans un contexte d'endettement élevé devraient peser sur la croissance en 2024.

La croissance est résiliente dans les grandes puissances économiques. Selon les estimations, la croissance économique a été plus forte que prévu au second semestre 2023 aux États-Unis et dans plusieurs grands pays émergents et pays en développement. Dans plusieurs cas, les dépenses publiques et privées ont contribué à cette dynamique ; l'augmentation du revenu disponible réel a soutenu la consommation dans un contexte de pénuries de main-d'œuvre persistantes, bien que de moins en moins fortes, et les ménages ont puisé dans leur épargne accumulée depuis la pandémie. Une expansion du côté de l'offre a également été observée, caractérisée par une augmentation généralisée du taux d'activité, la résolution des problèmes de la chaîne d'approvisionnement liés à la pandémie et la réduction des délais de livraison. Cette dynamique n'a pas été ressentie partout, notamment dans la zone euro où la croissance a été particulièrement faible, en raison du peu de confiance des consommateurs, des effets persistants des prix élevés de l'énergie, et de la faiblesse des investissements des entreprises et de l'industrie manufacturière compte tenu de leur sensibilité aux taux d'intérêt. Les pays à faible revenu continuent d'enregistrer de fortes pertes de production par rapport aux trajectoires antérieures à la pandémie (2017–19), sur fond de coûts de l'emprunt élevés.

L'inflation ralentit plus vite que prévu. Dans un contexte d'évolution favorable de l'offre mondiale, l'inflation a ralenti plus rapidement que prévu, avec des relevés mensuels récents proches de la moyenne antérieure à la pandémie, tant pour l'inflation globale que pour l'inflation sous-jacente (hors alimentation et énergie) (graphique 1). Selon les estimations, au quatrième trimestre 2023, l'inflation globale au niveau mondial a été inférieure d'environ 0,3 point de pourcentage aux prévisions de l'édition d'octobre 2023 des PEM, en données corrigées des variations saisonnières d'un trimestre à l'autre. Le recul de l'inflation s'explique par la dissipation des chocs sur les prix relatifs, notamment ceux sur les prix de l'énergie, et par les répercussions sur l'inflation hors alimentation et énergie qui en découlent¹. Ce recul est également dû à une atténuation des pénuries de main-d'œuvre, caractérisée par une baisse des offres d'emploi, une légère hausse du chômage et une augmentation de la main-d'œuvre disponible, liée dans certains cas à un afflux massif d'immigrés. La croissance des salaires est généralement restée modérée et n'a pas donné lieu à des spirales prix-salaires (accélération simultanée des prix et des salaires). Les anticipations d'inflation à court terme ont chuté dans les grandes puissances économiques et les anticipations à long terme sont restées ancrées.

Les coûts élevés de l'emprunt refroidissent la demande. Pour freiner l'inflation, les principales banques centrales ont relevé leurs taux directeurs à des niveaux restrictifs en 2023, ce qui a fait augmenter les coûts hypothécaires, rendu plus difficile le refinancement de la dette des entreprises, resserré l'accès au crédit

Graphique 1. Inflation globale : accélération et recul
(Variation en pourcentage corrigée des variations saisonnières, en glissement mensuel annualisé)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique présente la médiane d'un échantillon de 57 pays qui couvre 78 % du PIB mondial selon les *Perspectives de l'économie mondiale* (en termes pondérés de parités des pouvoirs d'achat) en 2023. Les axes verticaux sont coupés à -4 % et à 16 %. Les bandes représentent les 10^e à 90^e percentiles de l'inflation dans les pays. L'« inflation hors alimentation et énergie » correspond à la variation en pourcentage de l'indice des prix à la consommation pour les biens et services, hors alimentation et énergie (ou à la mesure disponible la plus proche). PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

¹ Selon les estimations, le cours annuel moyen du pétrole a baissé d'environ 16 % en 2023. En octobre 2023, dans le contexte du conflit à Gaza et en Israël, les cours du pétrole ont d'abord augmenté, puis ont reculé à mesure que les craintes d'une escalade régionale du conflit s'estompaient.

et affaibli l'investissement des entreprises et l'investissement immobilier. L'immobilier commercial a été particulièrement mis sous pression, car la hausse des coûts de l'emprunt est venue s'ajouter à la mutation structurelle observée après la pandémie. Cependant, avec le ralentissement de l'inflation, les anticipations des marchés quant à une future baisse des taux directeurs ont contribué à une réduction des taux d'intérêt à long terme et à une hausse des marchés boursiers (encadré 1). Pourtant, les coûts de l'emprunt à long terme restent élevés tant dans les pays avancés que dans les pays émergents et les pays en développement, en partie à cause du creusement de la dette publique. En outre, les décisions des banques centrales en ce qui concerne les taux directeurs sont de plus en plus asynchrones. Dans certains pays qui connaissent un ralentissement de l'inflation, notamment le Brésil et le Chili, où les banques centrales ont resserré leur politique avant les autres, les taux d'intérêt sont en baisse depuis le second semestre 2023. En Chine, où l'inflation est presque nulle, la banque centrale a assoupli sa politique monétaire. La Banque du Japon a maintenu ses taux directeurs à court terme à un niveau proche de zéro.

La politique budgétaire amplifie les divergences économiques. Les gouvernements des pays avancés ont assoupli leur politique budgétaire en 2023. Les États-Unis, où le PIB avait déjà dépassé la trajectoire qui était la sienne avant la pandémie, ont davantage assoupli leur politique que la zone euro et d'autres pays dans lesquels la reprise était incomplète. Dans les pays émergents et les pays en développement, où les chiffres de la production ont été, en moyenne, encore plus faibles que ceux observés avant la pandémie, il est estimé que l'orientation budgétaire est généralement restée neutre. Le Brésil et la Russie, qui ont assoupli leur politique budgétaire en 2023, figurent parmi les pays qui font exception. Dans les pays à faible revenu, la compression des liquidités et le coût élevé des paiements d'intérêts, qui représentent en moyenne 13 % des recettes des administrations publiques, soit environ le double du niveau d'il y a 15 ans, ont empêché la réalisation des investissements nécessaires, ce qui a entravé la récupération des lourdes pertes de production enregistrées par rapport à la situation antérieure à la pandémie. En 2024, l'orientation de la politique budgétaire devrait se resserrer dans plusieurs pays avancés, pays émergents et pays en développement afin de reconstituer une marge de manœuvre budgétaire et de freiner l'augmentation de la dette, ce qui devrait ralentir la croissance à court terme.

Prévisions

Une croissance résiliente, mais lente

La croissance mondiale, estimée à 3,1 % en 2023, devrait se maintenir à 3,1 % en 2024 avant de s'accélérer légèrement pour atteindre 3,2 % en 2025 (tableau 1). Le taux prévu pour 2024 est supérieur d'environ 0,2 point de pourcentage à celui indiqué dans l'édition d'octobre 2023 des PEM, ce qui s'explique par des révisions à la hausse pour la Chine, les États-Unis et de grands pays émergents et pays en développement. Néanmoins, la projection de la croissance mondiale en 2024 et 2025 est inférieure à la moyenne annuelle historique (2000–19) de 3,8 %, en raison du durcissement des politiques monétaires et du retrait de dispositifs d'appui budgétaire, de même que la faiblesse de la croissance tendancielle de la productivité. Les pays avancés devraient voir leur croissance ralentir légèrement en 2024 avant de reprendre en 2025 ; la zone euro devrait connaître une reprise après la faible croissance de 2023, et les États-Unis devraient voir leur croissance se modérer. Les pays émergents et les pays en développement devraient connaître une croissance stable jusqu'en 2024 et 2025, mais des disparités sont observées d'une région à l'autre.

La croissance du commerce mondial devrait être de 3,3 % en 2024 et de 3,6 % en 2025, soit des taux inférieurs à la moyenne historique de 4,9 %. Les distorsions des échanges de plus en plus nombreuses

et la fragmentation géoéconomique devraient continuer de peser sur le niveau du commerce mondial. Les pays ont imposé environ 3 200 nouvelles restrictions au commerce en 2022 et environ 3 000 en 2023, contre environ 1 100 en 2019, selon les données de Global Trade Alert.

Ces prévisions reposent sur des hypothèses de baisse des prix des produits de base (combustibles et autres) en 2024 et 2025 et de diminution des taux d'intérêt dans les grandes puissances économiques. La moyenne annuelle des cours du pétrole devrait baisser d'environ 2,3 % en 2024, tandis que les prix des produits de base autres que les combustibles devraient fléchir de 0,9 %. Selon les projections des services du FMI, les taux directeurs de la Réserve fédérale, de la Banque centrale européenne et de la Banque d'Angleterre devraient rester à leurs niveaux actuels jusqu'au second semestre 2024, avant de diminuer progressivement à mesure que l'inflation se rapproche des objectifs fixés. La Banque du Japon devrait continuer de mener une politique globalement accommodante.

Dans les *pays avancés*, la croissance devrait légèrement ralentir pour s'établir à 1,6 % en 2023 et 1,5 % en 2024, avant de remonter à 1,8 % en 2025. La révision à la hausse de 0,1 point de pourcentage pour 2024 résulte d'une croissance plus forte qu'attendu aux États-Unis, partiellement contrebalancée par une croissance plus faible qu'anticipé dans la zone euro.

- Aux *États-Unis*, la croissance devrait passer de 2,5 % en 2023 à 2,1 % en 2024, puis 1,7 % en 2025, car les effets décalés du resserrement de la politique monétaire, du rééquilibrage progressif des finances publiques et de l'atténuation des pénuries de main-d'œuvre ralentissent la demande globale. Pour 2024, la révision à la hausse de 0,6 point de pourcentage depuis l'édition d'octobre 2023 des PEM s'explique en grande partie par les effets de report statistique des résultats de la croissance plus forte que prévu en 2023.
- La croissance dans la *zone euro* devrait passer d'un taux faible estimé à 0,5 % en 2023, dû à une exposition relativement élevée à la guerre en Ukraine, à 0,9 % en 2024, puis 1,7 % en 2025. La reprise devrait être tirée par une plus forte consommation des ménages, à mesure que les effets du choc sur les prix de l'énergie s'atténuent et que l'inflation ralentit, soutenant ainsi la croissance des revenus réels. Par rapport aux prévisions de l'édition d'octobre 2023 des PEM, la croissance est toutefois révisée à la baisse de 0,3 point de pourcentage pour 2024, en grande partie en raison des effets différés des résultats plus faibles que prévu obtenus en 2023.
- Parmi les autres pays avancés, le *Royaume-Uni* devrait enregistrer un taux de croissance légèrement plus élevé, qui passerait d'une estimation de 0,5 % en 2023 à 0,6 % en 2024, à mesure que les effets négatifs décalés des prix élevés de l'énergie s'estompent, puis à 1,6 % en 2025, lorsque la désinflation rendra possible un assouplissement des conditions financières et un redressement des revenus réels. La révision à la baisse de 0,4 point de pourcentage de la croissance en 2025 est due à une réduction des possibilités de rattrapage de la croissance, compte tenu des récentes réévaluations statistiques à la hausse du niveau de production au cours de la pandémie. La production au *Japon* devrait rester supérieure à son potentiel alors que la croissance ralentit, passant d'un taux estimé à 1,9 % en 2023 à 0,9 % en 2024 et 0,8 % en 2025, en raison de la dissipation des facteurs ponctuels qui ont soutenu l'activité en 2023, notamment la dépréciation du yen, la demande refoulée et la reprise de l'investissement des entreprises après des retards dans la mise en œuvre des projets.

Dans *les pays émergents et les pays en développement*, la croissance devrait rester à 4,1 % en 2024 et s'accroître à 4,2 % en 2025. La révision à la hausse de 0,1 point de pourcentage pour 2024 depuis octobre 2023 est due à une amélioration des prévisions pour plusieurs régions.

- La croissance dans *les pays émergents et les pays en développement d'Asie* devrait passer d'un taux estimé à 5,4 % en 2023 à 5,2 % en 2024 et 4,8 % en 2025, avec une révision à la hausse de 0,4 point de pourcentage pour 2024 par rapport aux projections d'octobre 2023, attribuable à l'économie chinoise. La croissance en *Chine* devrait se situer à 4,6 % en 2024 et à 4,1 % en 2025, ce qui correspond à une révision à la hausse de 0,4 point de pourcentage pour 2024 depuis l'édition d'octobre des PEM. Cette révision s'explique par les effets différés d'une croissance plus forte que prévu en 2023 et par l'augmentation des dépenses publiques consacrées au renforcement des capacités de lutte contre les catastrophes naturelles. La croissance en *Inde* devrait rester forte, à 6,5 % en 2024 et 2025, ce qui représente un relèvement de 0,2 point de pourcentage par rapport à octobre 2023 pour les deux années, à la faveur d'une demande intérieure résiliente.
- La croissance dans *les pays émergents et les pays en développement d'Europe* devrait passer d'un taux estimé à 2,7 % en 2023 à 2,8 % en 2024, avant de retomber à 2,5 % en 2025. L'amélioration des prévisions pour 2024 de 0,6 point de pourcentage par rapport aux projections d'octobre 2023 est imputable à l'économie russe. La croissance en *Russie* devrait être de 2,6 % en 2024 et de 1,1 % en 2025, ce qui représente une révision à la hausse de 1,5 point de pourcentage par rapport aux données d'octobre 2023 pour 2024, en raison des effets différés d'une croissance plus forte que prévu en 2023 sous l'impulsion de dépenses militaires élevées et de la consommation privée, soutenue par la croissance des salaires dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre.
- *En Amérique latine et dans les Caraïbes*, la croissance devrait passer d'un taux estimé à 2,5 % en 2023 à 1,9 % en 2024 avant de remonter à 2,5 % en 2025, ce qui correspond à une révision à la baisse pour 2024 de 0,4 point de pourcentage par rapport à l'édition d'octobre 2023 des PEM. La révision des prévisions pour 2024 est due à une croissance négative en Argentine dans le contexte d'un net ajustement des politiques en vue de rétablir la stabilité macroéconomique. Parmi les autres grands pays de la région, des révisions à la hausse de 0,2 point de pourcentage pour le *Brésil* et de 0,6 point de pourcentage pour le *Mexique* s'expliquent en grande partie par les effets différés d'une demande intérieure plus forte que prévu et d'une croissance plus élevée que prévu pour leurs principaux partenaires commerciaux en 2023.
- La croissance au *Moyen-Orient et en Asie centrale* devrait passer d'un taux estimé à 2,0 % en 2023 à 2,9 % en 2024, puis 4,2 % en 2025, ce qui représente une révision à la baisse de 0,5 point de pourcentage pour 2024 et une révision à la hausse de 0,3 point de pourcentage pour 2025 par rapport aux projections d'octobre 2023. Ces révisions sont principalement attribuables à l'*Arabie saoudite* et s'expliquent par une baisse temporaire de la production de pétrole en 2024, conformément à un accord conclu dans le cadre de l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole, y compris la Russie, et d'autres pays exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP) mais aussi par des baisses décidées de manière unilatérale, tandis que la croissance non pétrolière devrait rester soutenue.
- En *Afrique subsaharienne*, la croissance devrait passer d'un taux estimé à 3,3 % en 2023 à 3,8 % en 2024 et 4,1 % en 2025, à mesure que les effets négatifs de chocs météorologiques antérieurs s'atténuent et que les problèmes d'approvisionnement sont progressivement résolus. La révision à la baisse pour 2024 de 0,2 point de pourcentage par rapport à octobre 2023 est principalement due à une projection plus faible pour l'*Afrique du Sud* en raison des contraintes logistiques de plus en plus fortes, y compris celles du secteur des transports, qui pèsent sur l'activité économique.

Perspectives d'inflation : baisse régulière jusqu'à l'objectif

L'inflation globale à l'échelle mondiale devrait passer d'un taux estimé à 6,8 % en 2023 (moyenne annuelle) à 5,8 % en 2024, puis 4,4 % en 2025. Les prévisions mondiales pour 2024 sont inchangées par rapport à celles d'octobre 2023 et sont revues à la baisse de 0,2 point de pourcentage pour 2025. La désinflation devrait être plus rapide pour les pays avancés, où l'inflation devrait reculer de 2,0 points de pourcentage en 2024, à 2,6 %, que pour les pays émergents et les pays en développement, où elle ne devrait fléchir que de 0,3 point de pourcentage, à 8,1 %. Les prévisions sont revues à la baisse pour 2024 et 2025 pour les pays avancés, tandis qu'elles sont revues à la hausse pour 2024 pour les pays émergents et les pays en développement, principalement en raison de la situation en Argentine, où le réalignement des prix relatifs et l'élimination des contrôles de prix hérités du passé, la dépréciation passée de la monnaie et la répercussion sur les prix qui en découle devraient faire grimper l'inflation à court terme. Les facteurs déterminants du recul de l'inflation diffèrent selon les pays, mais correspondent généralement à un fléchissement de l'inflation hors alimentation et énergie en raison du maintien de politiques de resserrement du crédit, de la réduction des pénuries de main-d'œuvre liée à ces politiques et d'effets de transmission des baisses antérieures et continues des cours relatifs de l'énergie.

Dans l'ensemble, dans environ 80 % des pays, la moyenne annuelle de l'inflation globale et de l'inflation hors alimentation et énergie devrait diminuer en 2024. Dans les pays qui se sont fixé un objectif d'inflation, l'inflation globale devrait être supérieure de 0,6 point de pourcentage à l'objectif pour le pays médian d'ici au quatrième trimestre 2024, alors que l'écart était estimé à 1,7 point de pourcentage à la fin de l'année 2023. La plupart de ces pays devraient atteindre leur objectif (ou le point central de leur fourchette) d'ici à 2025. Dans plusieurs grandes puissances économiques, la révision à la baisse des projections concernant la trajectoire de l'inflation, conjuguée à une légère amélioration de l'activité économique, devrait se traduire par un atterrissage moins brusque que prévu.

MISE À JOUR DES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE, JANVIER 2024

Tableau 1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections

(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	Sur un an						4 ^e trimestre sur 4 ^e trimestre 2/		
	2022	Estimation	Projections		Différence par rapport aux projections des PEM		Estimation	Projections	
		2023	2024	2025	2024	2025	2023	2024	2025
Production mondiale	3,5	3,1	3,1	3,2	0,2	0,0	3,1	3,1	3,1
Pays avancés	2,6	1,6	1,5	1,8	0,1	0,0	1,6	1,6	1,7
États-Unis	1,9	2,5	2,1	1,7	0,6	-0,1	2,9	1,5	1,9
Zone euro	3,4	0,5	0,9	1,7	-0,3	-0,1	0,2	1,5	1,6
Allemagne	1,8	-0,3	0,5	1,6	-0,4	-0,4	-0,1	1,1	1,9
France	2,5	0,8	1,0	1,7	-0,3	-0,1	0,6	1,4	1,8
Italie	3,7	0,7	0,7	1,1	0,0	0,1	0,2	1,3	1,0
Espagne	5,8	2,4	1,5	2,1	-0,2	0,0	1,5	1,8	2,1
Japon	1,0	1,9	0,9	0,8	-0,1	0,2	1,4	1,6	0,5
Royaume-Uni	4,3	0,5	0,6	1,6	0,0	-0,4	0,9	0,6	1,8
Canada	3,8	1,1	1,4	2,3	-0,2	-0,1	1,1	1,9	2,2
Autres pays avancés 3/	2,7	1,7	2,1	2,5	-0,1	0,2	1,5	2,6	2,0
Pays émergents et pays en développement	4,1	4,1	4,1	4,2	0,1	0,1	4,3	4,3	4,1
Pays émergents et pays en développement d'Asie	4,5	5,4	5,2	4,8	0,4	-0,1	5,2	5,5	4,7
Chine	3,0	5,2	4,6	4,1	0,4	0,0	5,4	4,4	4,0
Inde 4/	7,2	6,7	6,5	6,5	0,2	0,2	5,0	7,8	6,7
Pays émergents et pays en développement d'Europe	1,2	2,7	2,8	2,5	0,6	0,0	4,1	2,0	2,9
Russie	-1,2	3,0	2,6	1,1	1,5	0,1	4,4	1,4	1,0
Amérique latine et Caraïbes	4,2	2,5	1,9	2,5	-0,4	0,1	2,2	1,7	2,6
Brésil	3,0	3,1	1,7	1,9	0,2	0,0	2,3	2,6	1,4
Mexique	3,9	3,4	2,7	1,5	0,6	0,0	3,4	1,9	1,4
Moyen-Orient et Asie centrale	5,5	2,0	2,9	4,2	-0,5	0,3	...	...	...
Arabie saoudite	8,7	-1,1	2,7	5,5	-1,3	1,3	-4,5	2,8	5,4
Afrique subsaharienne	4,0	3,3	3,8	4,1	-0,2	0,0	...	...	...
Nigéria	3,3	2,8	3,0	3,1	-0,1	0,0	2,7	3,3	2,9
Afrique du Sud	1,9	0,6	1,0	1,3	-0,8	-0,3	1,0	1,2	1,3
<i>Pour mémoire</i>									
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	3,0	2,7	2,6	2,7	0,2	0,0	2,7	2,5	2,6
Union européenne	3,6	0,6	1,2	1,9	-0,3	-0,2	0,7	1,4	2,3
ASEAN-5 5/	5,5	4,2	4,7	4,4	0,2	-0,1	4,1	5,2	3,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,6	2,0	2,9	4,2	-0,5	0,3	...	...	...
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,0	4,2	4,0	4,0	0,1	0,0	4,3	4,3	4,1
Pays en développement à faible revenu	5,2	4,0	5,0	5,6	-0,1	0,0	...	...	...
Volume du commerce mondial (biens et services) 6/	5,2	0,4	3,3	3,6	-0,2	-0,1	...	...	...
Pays avancés	6,1	0,3	2,6	3,2	-0,4	-0,1	...	...	...
Pays émergents et pays en développement	3,7	0,6	4,5	4,4	0,2	0,0	...	...	...
Prix des produits de base									
Pétrole 7/	39,2	-16,0	-2,3	-4,8	-1,6	0,1	-2,8	-6,1	-4,9
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	7,9	-6,1	-0,9	-0,4	1,8	-0,3	-2,0	1,5	0,2
Prix à la consommation dans le monde 8/	8,7	6,8	5,8	4,4	0,0	-0,2	6,0	5,3	3,8
Pays avancés 9/	7,3	4,6	2,6	2,0	-0,4	-0,2	3,1	2,3	2,0
Pays émergents et pays en développement 8/	9,8	8,4	8,1	6,0	0,3	-0,2	8,4	7,7	5,2

Note : Il est supposé que les taux de change effectifs réels restent aux niveaux observés entre le 30 octobre et le 27 novembre 2023. Les pays sont classés sur la base de la taille de leur économie. Les données trimestrielles agrégées sont corrigées des variations saisonnières. PEM= Perspectives de l'économie mondiale.

1/ Différence basée sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles et celles des PEM d'octobre 2023. Les pays dont les prévisions ont été mises à jour par rapport à celles d'octobre 2023 représentent 90 % du PIB mondial en parités de pouvoir d'achat.

2/ Pour la production mondiale et la production des pays émergents et des pays en développement, les estimations et prévisions trimestrielles représentent, respectivement, environ 90 % de la production annuelle mondiale et 80 % de la production annuelle des pays émergents et des pays en développement, en parités de pouvoir d'achat.

3/ Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.

4/ Dans le cas de l'Inde, les données et projections sont présentées par exercice budgétaire, et l'exercice 2022/23 (qui commence en avril 2022) apparaît dans la colonne 2022. Les projections de croissance de l'Inde sont de 5,7 % en 2024 et de 6,8 % en 2025 (années civiles).

5/ Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

6/ Moyenne simple des taux de croissance du volume des importations et des exportations (biens et services).

7/ Moyenne simple des cours U.K. Brent, Dubai Fateh et West Texas Intermediate. Les hypothèses retenues pour le cours moyen du pétrole, sur la base des marchés à terme (au 29 novembre 2023), sont les suivantes : 79,10 dollars le baril en 2024 et 75,31 dollars le baril en 2025.

8/ Hors Venezuela.

9/ Les projections de taux d'inflation sont de 2,8 % en 2024 et 2,1 % en 2025 pour la zone euro ; de 2,7 % en 2024 et 2,0 % en 2025 pour le Japon ; enfin de 2,2 % en 2024 et 1,9 % en 2025 pour les États-Unis.

Les facteurs qui pourraient modifier les perspectives

Étant donné que la probabilité d'un atterrissage brutal s'éloigne à mesure que les chocs sur l'offre s'estompent, la balance des facteurs qui risqueraient de faire revoir à la hausse ou à la baisse les perspectives mondiales est dans l'ensemble équilibrée. La croissance mondiale pourrait encore surprendre à la hausse, mais d'autres facteurs potentiels pourraient avoir l'effet inverse.

Possibilités que les prévisions soient révisées à la hausse. Plusieurs facteurs pourraient donner lieu à une croissance mondiale plus forte que prévu :

- *Désinflation plus rapide* : À court terme, la possibilité d'un ralentissement plus rapide que prévu de l'inflation pourrait redevenir une réalité, en raison d'une répercussion plus forte que prévu de la baisse des cours des combustibles, d'une nouvelle diminution du ratio nombre d'emplois vacants/nombre de chômeurs et d'une compression des marges bénéficiaires afin d'absorber des augmentations de coûts antérieures. Combinés à une baisse des anticipations d'inflation, ces éléments pourraient permettre aux banques centrales d'assouplir leur politique et pourraient aussi contribuer à une amélioration du moral des entreprises, des consommateurs et des marchés financiers, ainsi qu'à une accélération de la croissance.
- *Retrait plus lent que prévu des dispositifs d'appui budgétaire* : Au cours de la période 2024–25, les décideurs des grandes puissances économiques pourraient mettre fin à leurs dispositifs d'aide budgétaire plus lentement que nécessaire et que prévu, ce qui se traduirait par une croissance mondiale plus élevée que prévu à court terme. Cela pourrait toutefois accentuer l'inflation et, compte tenu du niveau élevé de la dette publique, entraîner une hausse des coûts de l'emprunt et un ajustement des politiques plus déstabilisant, ce qui aurait un effet négatif sur la croissance mondiale par la suite.
- *Accélération de la reprise économique en Chine* : De nouvelles réformes liées au secteur immobilier, notamment une restructuration plus rapide des promoteurs insolubles tout en protégeant les intérêts des acheteurs, ou un appui budgétaire plus marqué que prévu pourraient accroître la confiance des consommateurs, soutenir la demande privée et générer des retombées positives pour la croissance au niveau international.
- *Intelligence artificielle et réformes de l'offre* : À moyen terme, l'intelligence artificielle pourrait stimuler la productivité et les revenus des travailleurs, bien que cela dépende de la manière dont les pays exploitent les nouvelles possibilités offertes. Les pays avancés pourraient bénéficier des avantages de l'intelligence artificielle plus tôt que les pays émergents et les pays en développement, en grande partie parce que leurs structures d'emploi sont davantage axées sur des postes à forte intensité cognitive². Pour les pays émergents et les pays en développement dont le cadre d'action est limité, des progrès plus rapides dans la mise en œuvre de réformes visant à stimuler l'offre pourraient se traduire par davantage d'investissements nationaux et étrangers, une meilleure productivité et une convergence plus rapide vers des niveaux de revenus plus élevés.

Risques que les prévisions soient révisées à la baisse. Plusieurs risques pour la croissance mondiale restent plausibles :

- *Flambées des prix des produits de base sur fond de chocs géopolitiques et météorologiques* : Le conflit à Gaza et en Israël pourrait s'étendre à l'ensemble de la région, qui est à l'origine d'environ 35 % des

² Voir Mauro Cazzaniga, Florence Jaumotte, Longji Li, Giovanni Melina, Augustus J. Pantoni, Carlo Pizzinelli, Emma Rockall et Marina M. Tavares, « Gen-AI: Artificial Intelligence and the Future of Work » (Note de réflexion des services du FMI 24/001, Fonds monétaire international, Washington, 2024).

exportations mondiales de pétrole et de 14 % des exportations de gaz. La poursuite des attaques en mer Rouge, par laquelle transite 11 % du commerce mondial, et la guerre en cours en Ukraine risquent de provoquer de nouveaux chocs sur l'offre qui pèseraient sur la reprise mondiale, entraînant une hausse des coûts de l'alimentation, de l'énergie et du transport. Les frais de transport par conteneurs ont déjà fortement augmenté et la situation au Moyen-Orient reste instable. Une nouvelle fragmentation géoéconomique pourrait également restreindre les flux transfrontaliers de produits de base, ce qui accroîtrait la volatilité des prix. Des chocs climatiques extrêmes, notamment des inondations et des sécheresses, pourraient, conjointement avec le phénomène *El Niño*, provoquer des flambées des prix des denrées alimentaires, accentuer l'insécurité alimentaire et mettre en péril le processus de désinflation au niveau mondial.

- *Persistance de l'inflation hors alimentation et énergie et nécessité de resserrer la politique monétaire* : Un recul plus lent que prévu de l'inflation hors alimentation et énergie dans les grandes puissances économiques en raison, par exemple, de pénuries de main-d'œuvre persistantes et d'un regain de tensions dans les chaînes d'approvisionnement pourrait déclencher une hausse des anticipations de taux d'intérêt et une baisse des prix des actifs, comme au début de l'année 2023. Une évolution de ce type pourrait accroître les risques pour la stabilité financière, durcir les conditions financières mondiales, provoquer une fuite des capitaux vers des actifs plus sûrs et renforcer le dollar, ce qui entraînerait des conséquences négatives sur le commerce et la croissance.
- *Essoufflement de la croissance chinoise* : En l'absence d'un ensemble complet de mesures de restructuration du secteur immobilier en difficulté, l'investissement dans ce domaine pourrait connaître une baisse plus forte que prévu, et plus durable, ce qui aurait des répercussions négatives sur la croissance intérieure et sur les partenaires commerciaux du pays. Il est également possible qu'un rééquilibrage involontaire des finances publiques se produise, compte tenu des contraintes de financement des collectivités locales, et que la consommation des ménages diminue dans un contexte de confiance en berne.
- *Un virage déstabilisant vers un rééquilibrage budgétaire* : Un rééquilibrage des finances publiques est nécessaire dans de nombreux pays pour faire face à l'augmentation des ratios d'endettement. Cependant, un passage trop brutal à des hausses d'impôts et à des réductions des dépenses, au-delà de ce qui est envisagé, pourrait entraîner un ralentissement plus marqué que prévu de la croissance à court terme. Les réactions négatives des marchés pourraient pousser certains pays qui ne disposent pas de plan d'assainissement crédible à moyen terme ou qui font face à un risque de surendettement à entreprendre des ajustements sévères. Dans les pays à faible revenu et les pays émergents, le risque de surendettement reste élevé, ce qui limite les possibilités de réaliser les investissements nécessaires pour stimuler la croissance.

Priorités

Alors que l'inflation se rapproche des niveaux visés dans toutes les régions, la priorité à court terme pour les banques centrales est d'assurer un atterrissage en douceur, en évitant d'abaisser les taux ni trop prématurément ni trop tard. Étant donné que les moteurs et la dynamique de l'inflation diffèrent d'un pays à l'autre, les besoins pour assurer la stabilité des prix sont de plus en plus différenciés. Dans le même temps, compte tenu de l'augmentation de la dette et de la faible marge de manœuvre budgétaire, mais aussi du ralentissement de l'inflation et du fait que les pays sont mieux à même d'absorber les effets d'un rééquilibrage budgétaire, il convient dans bon nombre de cas de mettre à nouveau l'accent sur l'assainissement des finances publiques. Une intensification des réformes visant à

stimuler l'offre permettrait de réduire les taux d'inflation et la dette, mais aussi d'accroître durablement les niveaux de vie.

Gérer la descente finale de l'inflation. Le recul plus rapide que prévu de l'inflation permet à de plus en plus de banques centrales qui ont relevé leurs taux directeurs d'envisager une orientation moins stricte. Dans ce contexte, pour éviter de devoir ultérieurement faire marche arrière en cas de mauvaise surprise sur le front de l'inflation, il faut veiller à ce que les pressions sur les salaires et les prix se dissipent clairement et éviter de donner l'impression de « crier victoire » prématurément. Dans le même temps, lorsque les indicateurs relatifs aux anticipations et à l'inflation sous-jacente évoluent clairement vers des niveaux compatibles avec les objectifs fixés, il peut se révéler nécessaire (compte tenu des longs délais de transmission) de ramener les taux à des niveaux plus neutres, tout en affichant une détermination à continuer d'assurer la stabilité des prix, afin de ne pas affaiblir durablement l'économie et de manquer les objectifs fixés. Dans certains pays émergents, où le cycle de resserrement de la politique monétaire a ouvert la voie à des réductions de taux plus précoces, il convient de continuer d'étalonner le rythme des ajustements monétaires sur la base d'un large éventail d'indicateurs des pressions sur les salaires et les prix. Étant donné que les coûts de l'emprunt restent élevés, il sera essentiel de surveiller attentivement les conditions de financement et de se tenir prêt à employer des outils de stabilité financière afin d'éviter des tensions dans le secteur financier.

Reconstituer des réserves pour se préparer aux chocs futurs et assurer la viabilité de la dette. Pour rétablir une marge de manœuvre budgétaire, il convient, compte tenu des niveaux de déficit budgétaire supérieurs à ceux observés avant la pandémie et de l'augmentation des coûts du service de la dette, de procéder à un assainissement des finances publiques sur la base de plans à moyen terme crédibles, dont le rythme dépendra de la situation propre à chaque pays. Dans de nombreux cas, il est nécessaire d'accroître les soldes budgétaires durant une période prolongée, tout en préservant les investissements prioritaires et l'aide aux groupes vulnérables. Des plans bien étalonnés peuvent renforcer la crédibilité de la politique budgétaire, permettre d'ajuster le rythme de l'assainissement en fonction de la vigueur de la demande privée et éviter des ajustements perturbateurs en début de période. Des initiatives visant à accroître les recettes intérieures, à remédier aux rigidités en matière de dépenses et à renforcer les cadres budgétaires institutionnels peuvent permettre de soutenir les efforts d'ajustement, aussi bien dans les pays où les besoins de dépenses sont élevés que dans les autres. Pour les pays en situation de surendettement ou présentant un risque élevé de surendettement, il peut également se révéler nécessaire de procéder à une restructuration ordonnée de la dette. Une coordination plus rapide et plus efficace en matière de résolution de la dette, par l'intermédiaire du cadre commun du Groupe des Vingt et de la table ronde mondiale sur la dette souveraine, contribuerait à atténuer le risque de multiplication des cas de surendettement.

Rendre possible une croissance durable à moyen terme. Des réformes structurelles ciblées et soigneusement échelonnées peuvent renforcer la croissance de la productivité et inverser les perspectives de ralentissement de la croissance à moyen terme en dépit d'une marge de manœuvre limitée. En mettant en œuvre de manière groupée des réformes qui atténuent les plus fortes contraintes sur l'activité économique, il est possible de générer plus rapidement les gains de production qui en résultent, même à court terme, et d'obtenir l'adhésion de l'opinion publique³. Des politiques industrielles peuvent être adoptées lorsque des externalités clairement déterminées ou d'importantes

³ Voir Nina Budina, Christian Ebeke, Florence Jaumotte, Andrea Medici, Augustus J. Panton, Marina M. Tavares et Bella Yao, « Structural Reforms to Accelerate Growth, Ease Policy Trade-Offs, and Support the Green Transition in Emerging Market and Developing Economies » (Note de réflexion des services du FMI 23/007, Fonds monétaire international, Washington, 2023).

MISE À JOUR DES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE, JANVIER 2024

défaillances du marché sont bien établies et qu'il n'existe pas d'autres solutions plus efficaces, mais ces politiques doivent être conformes aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il est plus probable que ces politiques portent leurs fruits si elles sont complétées par des réformes pertinentes à l'échelle du pays et par des cadres de bonne gouvernance. Des mesures concernant la tarification du carbone, l'instauration de subventions aux investissements verts, la réduction des subventions à l'énergie et des mécanismes d'ajustement carbone aux frontières peuvent permettre d'accélérer la transition verte, mais doivent être définies de manière à être conformes aux règles de l'OMC. Des investissements dans les activités et les infrastructures d'adaptation au changement climatique sont également nécessaires dans l'optique d'une plus grande résilience.

Accroître la résilience par la coopération multilatérale. Il est essentiel d'intensifier la coopération dans des domaines d'intérêt commun pour atténuer les coûts de la scission de l'économie mondiale en blocs. Outre la coordination concernant la résolution de la dette, la coopération est nécessaire pour atténuer les effets du changement climatique et faciliter la transition vers des énergies vertes, en s'appuyant sur les récents accords conclus lors de la session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tenue en 2023 (COP28). Sauvegarder le transport des minerais essentiels, restaurer la capacité de l'OMC à régler les différends commerciaux et garantir une utilisation responsable des nouvelles technologies aux effets potentiellement perturbateurs telles que l'intelligence artificielle, notamment en améliorant les cadres réglementaires nationaux et en harmonisant les principes mondiaux, constituent aussi des priorités. La conclusion par le Conseil des gouverneurs du FMI de la Seizième révision générale des quotes-parts est une étape encourageante qui doit maintenant être suivie par l'approbation par les pays membres de l'augmentation de leur quote-part respective.

Depuis l'édition d'octobre 2023 du *Rapport sur la stabilité financière dans le monde*, les pressions inflationnistes ont continué de s'atténuer, ce qui a nourri la perspective d'un assouplissement de la politique monétaire dans les pays avancés au cours des prochains trimestres. La baisse considérable des anticipations de taux d'intérêt qui en a résulté en décembre a provoqué un rebond généralisé des cours des actifs risqués. Depuis octobre, les conditions financières mondiales se sont assouplies, en termes nets, sous l'effet de la hausse des valorisations des actions, de la baisse de la volatilité et de la compression préexistante des écarts de taux sur les obligations d'entreprise (graphique 1.1).

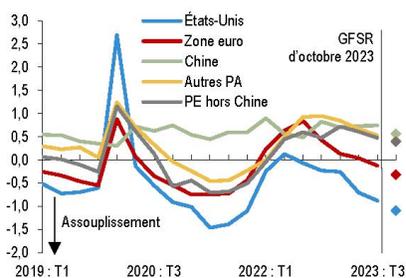
Les rendements obligataires mondiaux ont nettement baissé en valeur nette depuis le mois d'octobre, en particulier pour les échéances les plus longues. Les taux réels ont provoqué des baisses sur l'ensemble de la courbe, du fait de la réévaluation par le marché des futurs taux d'intérêt. Aux États-Unis, par exemple, les taux réels à 10 ans, qui avaient atteint des niveaux inégalés avant la crise financière mondiale, ont vu leur tendance s'inverser et sont désormais inférieurs à 2 %. Les rendements ont augmenté depuis le début de l'année 2024, car les investisseurs modèrent leurs attentes quant à l'ampleur et au rythme de l'assouplissement de la politique monétaire des principales banques centrales.

L'optimisme des investisseurs quant aux perspectives macroéconomiques contraste avec la détérioration de la qualité du crédit parmi les emprunteurs. La croissance du crédit bancaire a chuté, car le relèvement des taux d'intérêt en 2023 a pesé sur la demande de prêts, tandis que les banques continuent de faire preuve de moins de tolérance au risque. Dans le même temps, les défauts de paiement continuent de s'accumuler pour certaines catégories d'emprunteurs. Jusqu'à présent, la réduction des bilans des banques centrales s'est faite de manière ordonnée. Toutefois, certains signes indiquent que la diminution des liquidités dans le système financier commence à peser sur le fonctionnement des marchés, en particulier sur certains marchés de financement à court terme, où les taux de financement des prises en pension de titres américains ont augmenté de façon épisodique au cours des derniers mois.

L'exposition du système bancaire à l'immobilier commercial reste préoccupante, car la faiblesse de la demande dans certains pays et la hausse des coûts de l'emprunt accentuent les risques de défaillance des emprunteurs ayant contracté un prêt immobilier commercial. L'insolvabilité récente d'un géant européen de l'immobilier rappelle les fragilités auxquelles le secteur se heurte dans le contexte actuel de volatilité des taux d'intérêt et de chute des prix de l'immobilier. Les banques américaines font également face à des pertes latentes qui restent élevées sur les titres disponibles à la vente et les titres détenus jusqu'à leur échéance. Malgré le rebond des marchés boursiers en fin d'année, les ratios cours/valeur comptable des banques régionales américaines ne se sont pas encore totalement remis des turbulences de mars 2023.

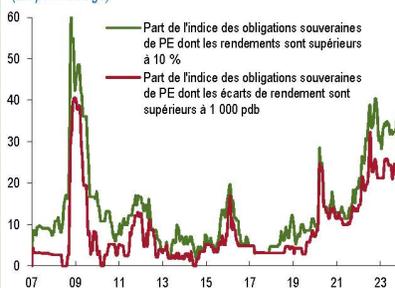
Dans un contexte de forte volatilité des taux d'intérêt, la corrélation entre les actifs des pays émergents et les rendements du Trésor américain s'est accrue. La hausse des rendements dans les pays avancés a provoqué des sorties de capitaux dans les pays émergents, bien que cette tendance se soit inversée depuis novembre pour les actifs libellés en monnaie locale. Néanmoins, les conditions financières dans ce contexte de taux plus élevés pourraient continuer de poser des problèmes aux pays de certaines régions, en particulier aux pays émergents les plus faibles et aux pays dont les écarts avec les taux d'intérêt américains se réduisent rapidement (graphique 1.2).

Graphique 1.1. Indice des conditions financières (Écarts-types par rapport à la moyenne)



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; Haver Analytics ; sources de données nationales ; calculs des services du FMI.
Note : Les données pour la fin du 4^e trimestre 2023 reposent sur des valeurs de remplacement à haute fréquence. GFSR = Rapport sur la stabilité financière dans le monde ; PA = pays avancés ; PE = pays émergents.

Graphique 1.2. Part des titres souverains des pays émergents présentant des rendements élevés et de vastes écarts de rendement (En pourcentage)



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; calculs des services du FMI.
Note : Les données des pays préémergents sont comprises dans celles des titres souverains des pays émergents. pbb = points de base ; PE = pays émergents.

Le présent encadré a été préparé par la division de l'analyse des marchés mondiaux du département des marchés monétaires et de capitaux. Il fait le point sur l'évolution des marchés depuis l'édition d'octobre 2023 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde.

Croissance du PIB réel des principaux pays
(Variation en pourcentage)

	Estimation		Projections		Différence par rapport aux projections des PEM d'octobre 2023 1/	
	2022	2023	2024	2025	2024	2025
Argentine	5,0	-1,1	-2,8	5,0	-5,6	1,7
Australie	3,8	1,8	1,4	2,1	0,2	0,1
Brésil	3,0	3,1	1,7	1,9	0,2	0,0
Canada	3,8	1,1	1,4	2,3	-0,2	-0,1
Chine	3,0	5,2	4,6	4,1	0,4	0,0
Égypte 2/	6,7	3,8	3,0	4,7	-0,6	-0,3
France	2,5	0,8	1,0	1,7	-0,3	-0,1
Allemagne	1,8	-0,3	0,5	1,6	-0,4	-0,4
Inde 2/	7,2	6,7	6,5	6,5	0,2	0,2
Indonésie	5,3	5,0	5,0	5,0	0,0	0,0
Iran 2/	3,8	5,4	3,7	3,2	1,2	1,2
Italie	3,7	0,7	0,7	1,1	0,0	0,1
Japon	1,0	1,9	0,9	0,8	-0,1	0,2
Kazakhstan	3,3	4,8	3,1	5,7	-1,1	1,1
Corée	2,6	1,4	2,3	2,3	0,1	0,0
Malaisie	8,7	4,0	4,3	4,4	0,0	0,0
Mexique	3,9	3,4	2,7	1,5	0,6	0,0
Pays Bas	4,3	0,2	0,7	1,3	-0,4	-0,2
Nigéria	3,3	2,8	3,0	3,1	-0,1	0,0
Pakistan 2/	6,2	-0,2	2,0	3,5	-0,5	-0,1
Philippines	7,6	5,3	6,0	6,1	0,1	0,0
Pologne	5,3	0,6	2,8	3,2	0,5	-0,2
Russie	-1,2	3,0	2,6	1,1	1,5	0,1
Arabie saoudite	8,7	-1,1	2,7	5,5	-1,3	1,3
Afrique du Sud	1,9	0,6	1,0	1,3	-0,8	-0,3
Espagne	5,8	2,4	1,5	2,1	-0,2	0,0
Thaïlande	2,6	2,5	4,4	2,0	1,2	-1,1
Türkiye	5,5	4,0	3,1	3,2	0,1	0,0
Royaume-Uni	4,3	0,5	0,6	1,6	0,0	-0,4
États-Unis	1,9	2,5	2,1	1,7	0,6	-0,1

Source : Fonds monétaire international, *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale*, janvier 2024.

Note : L'échantillon de pays représente environ 83 % de la croissance mondiale.

1/ Différence basée sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles et celles d'octobre 2023.

2/ Les données et les prévisions sont présentées par exercice budgétaire.